



Après le massacre en Afghanistan, Washington déclare vouloir poursuivre les frappes aériennes

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 15 mai 2009

[WSWS](#) 15 mai 2009

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [AFGHANISTAN](#)

Durant les derniers jours de son voyage à Washington, le président Hamid Karzaï a exigé la fin des frappes aériennes américaines en Afghanistan. En réponse, le conseiller américain à la Sécurité nationale, le général à la retraite James Jones, a insisté pour dire que le bombardement des villages afghans se poursuivrait, que le prétendu gouvernement souverain du pays le veuille ou non.

La juxtaposition des remarques de Karzaï et de Jones en dit long sur le caractère de la guerre en Afghanistan. C'est une sale intervention de style colonial dans laquelle Washington dicte sa politique à un gouvernement fantoche tout en déclenchant la violence militaire contre une population qui devient de plus en plus hostile.

Karzaï qui va entrer en lice pour des élections en août, a évidemment réagi en réponse à l'indignation populaire provoquée par le massacre qui a eu lieu la semaine passée dans l'ouest de l'Afghanistan, et qui s'est manifestée par une montée de colère et des manifestations dans tout le pays.

La réalité est que son régime corrompu et impopulaire ne durerait pas une seule journée sans la protection de l'armée américaine.

A la question d'*ABC News* dimanche, de savoir si Washington se conformerait à la demande de Karzaï, Jones a répondu que « lier les mains de nos commandants et dire que nous n'effectuerons pas d'attaques aériennes, serait imprudent ».

Lorsque lui a été posée la question de savoir si le président afghan comprenait cette position américaine, Jones a poursuivi : « Je pense qu'il comprend qu'il est nécessaire que nous disposions de la totalité de notre puissance militaire offensive lorsque nous en avons besoin... nous ne pouvons pas combattre les mains liées derrière le dos. »

La « totalité » de la puissance militaire offensive américaine s'est déchaînée la semaine passée contre deux villages dans le district de Bala Baluk dans la province de Farah dans l'ouest de l'Afghanistan. Selon des témoignages de villageois, ainsi que des découvertes de responsables locaux et d'agences humanitaires, le bombardement américain de ces villages a causé la mort du plus grand nombre de civils depuis que les Américains ont envahi le pays il y a près de huit ans.

Les villageois ont rassemblé les noms de 147 civils dont on sait qu'ils ont été tués lorsque des bombes américaines sont tombées sur des maisons remplies de femmes, d'enfants et

de personnes âgées terrifiés qui cherchaient à se protéger lors de combats entre les insurgés et les forces gouvernementales afghanes soutenues par les Américains.

Ensuite, les habitants indignés ont conduit des remorques remplies de corps mutilés et de parties de corps humains vers les bureaux du gouvernement régional pour montrer l'ampleur du carnage.

Le Comité international de la Croix-Rouge qui s'était rendu sur le site du bombardement a confirmé le bilan de masse des victimes civiles.

Lundi, le journal britannique *The Guardian* a cité un responsable participant à la mission des Nations unies (ONU) à Kaboul qui avait qualifié d'« horribles » les comptes rendus émanant des lieux. Le responsable de l'ONU qui avait rapporté les faits au journal sous couvert de l'anonymat a dit que le bombardement avait eu lieu des heures après que les combats entre les insurgés et les troupes soutenues par les Américains avaient cessé.

« Les villageois locaux se sont rendus à la mosquée pour prier pour la paix, » a-t-il dit. « Peu de temps après la prière du soir, les frappes aériennes étaient signalées et elles se sont poursuivies pendant quelques heures tandis que les villageois appelaient frénétiquement le gouverneur local pour qu'il fasse cesser les attaques aériennes. »

La réaction américaine à ce massacre est tout aussi méprisable que le crime même. Recourant à sa procédure habituelle face à de telles atrocités, le Pentagone a déballé son tissu de mensonges et autres déformations. D'abord, il a nié que les forces américaines étaient responsables du massacre en inventant une histoire absurde selon laquelle les talibans avaient tué des villageois avec des grenades pour faire croire à une frappe aérienne.

Face à des preuves irréfutables que des maisons avaient été rasées au sol par des armes hautement explosives, l'armée américaine a lancé sa propre « enquête », en concluant qu'il était impossible de dire combien de victimes étaient des talibans et combien étaient des civils, mais que de toute façon le nombre de morts relatés était « exagéré ». Le Pentagone a aussi affirmé que la responsabilité du massacre des civils incombait aux talibans qui soi-disant utilisaient les villageois comme « boucliers humains. »

Le bombardement des maisons par une puissance occupante, même dans le cas où des insurgés se trouvent dans les parages, est interdit par la loi internationale et constitue un crime de guerre.

De plus, la principale organisation afghane de défense des droits de l'homme enquête sur des rapports selon lesquels l'armée américaine a utilisé des obus au phosphore en attaquant le village ainsi que lors d'attaques antérieures contre des cibles civiles.

Ces munitions incendiaires peuvent être employées pour créer des écrans de fumée ou comme signaux lumineux. Employées comme munition anti-personnelle toutefois, elles peuvent causer la mort et des blessures terribles, en collant à la peau et en brûlant jusqu'à l'os.

L'emploi de telles armes contre des cibles civiles constitue un crime de guerre.

Le *Guardian* a cité le docteur Mohammad Aref Jalali qui est le chef du service des grands brûlés à Herat où les victimes ont été transportées. « L'une des femmes qui est arrivée ici

nous a dit que 22 membres de sa famille avaient été complètement brûlés », a-t-il dit. « Elle a dit qu'une bombe avait répandu de la poudre blanche qui avait pris feu et qui ensuite avait embrasé les vêtements des gens. »

Ces crimes de guerre ont été perpétrés sous le gouvernement Obama qui va envoyer 21 000 soldats américains supplémentaires pour faire la guerre en Afghanistan et qui projette de plus de doubler les forces américaines d'occupation en les faisant passer à 68 000 d'ici 2010. Les troupes supplémentaires signifieront davantage de crimes semblables et des crimes plus grands.

Il est significatif que dimanche, l'ancien vice-président Dick Cheney, est venu à l'émission « Face the Nation » sur la chaîne CBS pour exprimer son accord avec Obama au sujet de l'Afghanistan tout en estimant que l'armée américaine resterait « engagée là pour une bonne période temps. »

« J'étais content de voir que le président Obama déployait des troupes additionnelles en Afghanistan, » a dit Cheney. « Je pense que nous devons faire ce que nous devons y faire afin de pouvoir triompher. Les frappes aériennes en sont un élément important. Et souvent les frappes aériennes provoquent une controverse. »

En dépit de la campagne partisane amère que Cheney mène contre les démocrates, il s'est senti obligé d'exprimer ces mots de solidarité, d'un criminel de guerre à un autre.

Derrière les promesses d'Obama de « changement » et d'appels aux sentiments populaires anti-guerre durant la campagne électorale, son gouvernement est en train de poursuivre et d'intensifier les guerres d'agression qui avaient été initiées sous Bush pour la domination des régions riches en pétrole et stratégiques de l'Asie centrale et du Golfe persique.

Quant au Congrès, il est prêt à voter une rallonge budgétaire de 96 milliards de dollars de plus pour financer ces deux guerres jusque fin septembre. Entre-temps, les médias répètent comme des perroquets la ligne gouvernementale en traitant avec indifférence les dernières atrocités commises en Afghanistan.

Ce consensus qui règne au sein de l'*establishment* politique en faveur de la guerre américaine en Afghanistan contraste fortement avec l'hostilité à la guerre qu'éprouvent les masses de la population américaine. L'augmentation continue des troupes (« surge ») du gouvernement Obama est la preuve évidente que la lutte contre la guerre ne peut être menée par le biais d'élections ou en exerçant des pressions sur les démocrates, mais requiert la mobilisation indépendante de la classe ouvrière contre le système de profit capitaliste qui est à l'origine de la montée du militarisme.

Article original, WSWS, paru le 12 mai 2009.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Bill Van Auken](#), [WSWS](#), 2009

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca